

PREFECTURE DE LA REGION LIMOUSIN
PREFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Urbanisme
et de l'Environnement

ARRÊTE DRCL 1-N° 99

ARRETE

**autorisant la société ALLIA à poursuivre l'exploitation de son établissement
situé rue Stuart Mill en ZI MAGRE à LIMOGES**

*LE PREFET DE LA REGION LIMOUSIN,
PREFET DE LA HAUTE-VIENNE
Officier de la Légion d'Honneur*

Vu le Code de l'Environnement et notamment :

- Au livre II : MILIEUX PHYSIQUES
Le titre I^{er} : Eau et milieux aquatiques
Le titre II : Air et atmosphère
- Au livre V : PREVENTION DES POLLUTIONS, DES RISQUES ET NUISANCES
Le titre I^{er} : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Le titre IV : Déchets ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

Vu la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'Energie ;

Vu la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1^{er} Livre V du Code de l'Environnement) ;

Vu le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le dossier déposé le 2 janvier 2001 et complété le 31 mai 2001, par lequel la société ALLIA sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation de son établissement de fabrication de céramique et de porcelaine sanitaire à Limoges (zone industrielle de Magré) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 2001 prescrivant la réalisation d'une enquête publique d'une durée d'un mois sur la commune de Limoges ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2002 prorogeant le délai d'instruction de cette demande ;

Vu le registre d'enquête publique clos le 26 octobre 2001 et les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 29 novembre 2001 ;

Vu les avis des services administratifs, à savoir :

- la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours en date du 6 novembre 2001 ;
- le Service Interministériel Régional de Défense et de Protection Civile en date du 28 septembre 2001 ;
- la Direction Départementale de l'Equipeement en date du 29 octobre 2001 ;
- la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 5 novembre 2001 ;
- le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine en date du 8 octobre 2001 ;
- la Direction Régionale de l'Environnement en date du 5 novembre 2001 ;
- la Direction Départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 7 janvier 2002 ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de :

- PANAZOL en date du 24 septembre 2001 ;
- FEYTIAT en date du 29 septembre 2001 ;
- LIMOGES en date du 12 octobre 2001 ;
- SOLIGNAC en date du 27 septembre 2001 ;
- LE VIGEN en date du 25 octobre 2001 ;

Vu le rapport et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 25 janvier 2002 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 19 février 2002 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les évolutions signalées par la société ALLIA dans les conditions d'exploitation du site depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation obtenu le 7 mars 1975, nécessitent que soient adaptées les prescriptions applicables à cet établissement ;

Considérant toutefois que les évolutions ne constituent pas une modification notable des activités qui y sont exercées vis à vis de la nomenclature des installations classées et peuvent donc faire l'objet d'un arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation et complétées par les prescriptions du présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été communiqué au pétitionnaire conformément à la loi ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Vienne,

Arrête :**Article. 1er – objet****1.1 Autorisation**

La société ALLIA dont le siège social est situé à Boulogne Billancourt, est autorisée aux conditions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'un établissement spécialisé dans la fabrication de céramiques sanitaires et de meubles de salles de bain dans les locaux industriels implantés rue Stuart Mill en Zone Industrielle de Magré à Limoges (87000).

1.2 Installations visées

a- Les installations visées par le présent arrêté sont rangées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Activité	Rubrique (classement)	Volume d'activité	Repère
Broyage, concassage, criblage, de produits minéraux naturels ou artificiels	2515-1 (A)	505 kW	1
Fabrication de produits céramiques et réfractaires	2523 (A)	75 t/j	2
Fabrication d'émail	2570-1-a (A)	6 t/j	3
Installation de compression	2920-2-b (D)	440 kW	4
Dépôt de bois, carton et matériaux combustibles analogues	1530-2 (D)	1150 m ³	5
Atelier où l'on travaille le bois ou des matériaux analogues	2410-2 (D)	Puissance installée : 62 kW	6
Application d'émail	2570-2 (D)	6 t/j	7
Installations de combustion	2910-A-2 (D)	4 chaudières P totale : 5,27 MW	8
Stockage de matière plastique	2662-b (D)	160 m3	9

b- Les installations citées dans le tableau ci-dessus sont reportées avec leur repère sur le plan de situation de l'usine annexé au présent arrêté.

c- Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des installations présentes dans l'établissement, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature sus-désignée.

1.3 Validité

a- Le présent arrêté vaut autorisation de rejet d'eau dans le milieu naturel dans les conditions définies à l'article 6 du présent arrêté.

b- Le présent arrêté d'autorisation cesse de produire effet pour les installations classées dont l'exploitation n'est pas intervenue dans un délai de 3 ans ou a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

c- Les dispositions du présent arrêté se substitue aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 mars 1975.

Article 2 – conditions générales de l'autorisation

2.1. Conformité au dossier déposé

Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents joints au dossier de demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

2.2. Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation du 31 mai 2001, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

2.3. Dossier installations classées

L'exploitant tient à jour un dossier comportant :

- le dossier complet de demande d'autorisation du 31 mai 2001,
- les plans détaillés de l'établissement et notamment des différents équipements (réseaux d'utilités, moyens de lutte contre l'incendie, etc.) et installations,
- le présent arrêté d'autorisation ainsi que les arrêtés complémentaires ou modificatifs qui s'y rattachent,
- les rapports concernant les études ou mesures réalisées dans le domaine de la protection de l'environnement ou des risques,
- les documents établis en application du présent arrêté et permettant d'en vérifier sa bonne application.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.4. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement sus-visé.

L'exploitant transmet un rapport d'accident qui précise notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

2.5. Changement d'exploitant

Conformément à l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 sus-mentionné, lorsqu'une ou plusieurs installations classées changent d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

2.6. Cessation d'activité

a- L'exploitant doit notifier au préfet la mise à l'arrêt définitif de toute installation classée, au moins un mois avant.

Cette notification est accompagnée d'un mémoire conforme à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 susmentionné.

b- En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être évacués (valorisés ou éliminés) dans des installations dûment autorisées.

c- Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées et dégazées. Si elles ne sont pas retirées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte.

2.7 Taxe et redevances

Les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique assise sur la délivrance de l'autorisation ainsi que d'une taxe annuelle assise sur l'exploitation au cours d'une année civile et établie sur la base de la situation administrative de l'établissement au 1^{er} janvier de cette même année.

2.8 Objectifs de conception

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les impacts sur l'environnement, notamment par la mise en place de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, de collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

2.9 Bilan de fonctionnement

En vue de permettre au préfet de réexaminer et, si possible de réactualiser les conditions de l'autorisation, l'exploitant doit, conformément à l'arrêté du 17 juillet 2000, lui présenter un bilan de fonctionnement décennal.

Le premier bilan sera fourni **avant fin 2012**.

2.10 Droits des tiers

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Article 3- Implantation - aménagement

3.1. Règles d'implantation

L'exploitant s'assure, soit par l'acquisition des terrains, soit par la constitution de servitudes amiables inscrites aux hypothèques, ou par tout autre moyen, de la pérennité des dispositions d'isolement vis-à-vis des tiers.

3.2. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

3.3 Clôture

a- L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie ; la clôture doit rester accessible de l'intérieur de l'établissement pour permettre des contrôles réguliers de son état et procéder à toute réparation nécessaire.

b- A défaut de clôture, les bâtiments doivent être fermés en période d'inactivité.

3.4. Interdiction d'habitations au-dessus des installations

Les locaux ou ateliers d'emploi ou de stockage de produits dangereux ou combustibles sont dans la mesure du possible à un seul niveau.

Ils ne doivent en aucun cas être surmontés de locaux occupés par des tiers ou habités ou de locaux à usage de bureaux ou de réception de personnes.

S'ils sont situés au-dessus d'autres locaux, le plancher les séparant est incombustible et présente une tenue au feu de degré 2 heures au moins.

3.5. Comportement au feu des bâtiments

La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

3.5.1. Structure

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Les éléments de construction des locaux abritant les installations suivantes :

- menuiserie,
- dépôt de meubles,
- stockage matrices,

doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture pare flamme 1/2 h ;
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare flamme de degré 1/2 heure.

En outre, le stockage matrice est isolable par des portes coupe feu 2 heures à fermeture automatique.

3.5.2. Dispositifs en toiture

a- Exutoires de fumées

Les locaux doivent être équipés, de préférence en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

En particulier, les locaux accueillant la menuiserie, le dépôt de meubles et le stockage SOGEM sont équipés en partie haute, sur au moins 2% de leur surface, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).

Les escaliers reliant les étages de l'usine 2 possèdent en partie haute des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle. La commande manuelle des exutoires doit être facilement accessible depuis les accès.

b- Eclairage zénithal

Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

3.6. Accessibilité

Chaque bâtiment où se situent les installations à risque d'incendie doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

3.7. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.8. Events d'explosion

Les locaux classés en zones de danger d'explosion, ainsi que les enceintes susceptibles d'entraîner un confinement, sont conçus de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion. Ils sont au besoin munis d'évents d'explosion de manière à limiter les conséquences d'une éventuelle explosion et munis de moyens de prévention contre la dispersion ou de dispositifs équivalents.

3.9. Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié relatif à la réglementation du travail .

3.10. Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir ou traiter les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés ; en cas d'impossibilité ils sont éliminés conformément à l'article 8.

3.11. Cuvettes de rétention

a- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus gros réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

b- Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l (fûts), la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts.

Dans tous les cas la capacité de rétention est au moins égale à 800 l ou à la capacité totale des fûts lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

c- Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

d- Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

e- Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

f- Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes à l'arrêté du 2 février 1998 susvisé ou doivent être éliminés comme des déchets.

g- Une consigne établie par l'exploitant doit fixer les modalités (moyens, fréquence) de contrôle de présence de liquides dans les cuvettes de rétentions ainsi que les conditions et modalités de vidange et nettoyage de ces rétentions.

Ces liquides sont recueillis et éliminés conformément aux dispositions du f) ci-dessus.

h- Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs à double paroi avec détection de fuite ou placés en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

i- Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau.

j- Les réservoirs enterrés sont munis de limiteurs de remplissage.

3.12. Chauffage des locaux à risques

Le chauffage éventuel des locaux en zones à risques ne peut se faire que par fluide chauffant (eau, air, vapeur d'eau), la paroi extérieure chauffante n'excède pas 150 °C.

Tout autre procédé de chauffage peut toutefois être admis s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

Article 4. Exploitation - entretien

4.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

4.2. Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

4.3. Connaissance des produits – Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du Code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits ou éventuellement leur code et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

4.4. Propreté

L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté.

Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

4.5. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- la limitation des quantités de matières dangereuses aux stricts besoins nécessaires au fonctionnement normal des installations.

4.6 Formation du personnel

Le personnel est formé à la conduite des installations et aux activités de l'établissement ; l'exploitant est tenu de s'assurer en permanence de l'adaptation de la formation de son personnel avec les tâches qui lui sont confiées.

Plus particulièrement, l'exploitant prend toutes les dispositions pour assurer la formation du personnel, susceptible d'intervenir en cas de sinistre, à l'usage des matériels de lutte contre l'incendie. Il doit pouvoir le justifier auprès de l'inspection des installations classées.

4.7. Mouvements de produits

L'exploitant doit tenir à jour un état (Registre entrée/sortie) indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

4.8 Maintenance des installations – provisions

Le réglage et l'entretien des installations se font conformément aux règles en vigueur et aussi fréquemment que nécessaire.

Ces opérations portent notamment sur l'ensemble des installations sensibles et sur les dispositifs d'évacuation et d'épurations des effluents s'ils existent.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipements, même s'ils sont utilisés occasionnellement, pour assurer la protection de l'environnement et la sécurité du site.

4.9. Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente.

4.10 Surveillance des rejets

L'exploitant définira et mettra en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance interne de ses rejets qui portera au moins sur les paramètres et avec la fréquence de contrôle définis à l'article 6.3 du présent arrêté.

Les appareils utilisés pour ces contrôles devront être régulièrement étalonnés par un organisme compétent.

Pour l'analyse de certains paramètres, l'exploitant pourra, après accord de l'inspecteur des installations classées, utiliser des méthodes non normalisées.

La surveillance interne des rejets fera l'objet d'une procédure écrite qui précisera la méthodologie des prélèvements, des analyses, des contrôles, de l'exploitation des résultats, de l'étalonnage des appareils de mesure, etc. Cette procédure devra être transmise à l'inspecteur des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent arrêté. Toute modification importante de cette procédure sera signalée à l'inspection des installations classées.

-Transmission des résultats

Les résultats de la surveillance "interne" (voir 6.3) des rejets seront transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées et archivés pendant une durée d'au moins trois ans. Ils devront pouvoir être présentés à chaque demande de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des rejets détecte un dépassement des limites fixées dans les tableaux figurant aux articles 6 et 7 du présent arrêté, l'exploitant devra le signaler à l'inspection des installations classées, dans le commentaire joint à la transmission mensuelle, en précisant les causes de ce dépassement et les mesures correctives apportées.

Article 5. Risques

5.1. Localisation des risques

a- L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

Notamment, les zones présentant des risques particuliers liés à l'inhalation de silice cristalline doivent être identifiées et repérées à l'aide d'un affichage clair et visible.

b- Etude de dangers

L'étude de dangers sera régulièrement mise à jour en fonction de l'évolution de l'exploitation, de l'amélioration des connaissances sur les risques, de l'évolution de la technologie permettant de garantir une meilleure sécurité.

5.2. Protection individuelle

a- Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

b- Des protections individuelles adaptées sont fournies aux personnes extérieures intervenant, même de manière ponctuelle, au sein de l'usine.

5.3. Information et formation

a- Le personnel d'exploitation doit être informé des risques inhérents aux activités de l'installation et des précautions à prendre pour éviter les accidents ou les pollutions.

b- Il doit notamment subir une formation à la conduite à tenir en cas de départ d'incendie ou de pollution et au maniement des moyens de lutte contre l'incendie ou la pollution. Cette formation doit être renouvelée et entretenue en tant que de besoin.

c- Des consignes, affichées d'une manière très apparente dans chaque local et à proximité des moyens de protection et de lutte contre l'incendie, rappelleront :

- les essais périodiques à effectuer sur les dispositifs de lutte contre l'incendie ;
- la conduite à tenir par chacun en cas d'incendie ;
- les numéros d'appels d'urgence (internes et externes).

5.4. Issues

a- Les locaux sont aménagés pour permettre une évacuation rapide du personnel, et comportent notamment des issues de secours en nombre suffisant et judicieusement réparties.

b- En particulier, les ateliers et locaux où sont stockés des matières combustibles sont pourvus d'au moins deux issues de secours disposées dans des directions opposées, clairement balisées ; les portes de ces issues doivent pouvoir être manœuvrées de l'intérieur et s'ouvrir vers l'extérieur.

5.5. Moyens de secours contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un réseau d'eau public ou privé alimentant un ou plusieurs appareils d'incendie ('bouches, poteaux,...) de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. L'un au moins de ces appareils est situé à moins de 100 m et à plus de 30 m des installations identifiées comme présentant un risque. Ce dispositif peut être complété par une réserve d'eau incendie dédiée à cet usage en cas de capacité ou de débit insuffisant. L'ensemble (réseau + réserve) est capable de délivrer au moins 240 m³/h pendant 2 h et d'alimenter simultanément 4 lances à incendie à raison de 60 m³/h pour chacune d'elles ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- de dispositifs de détection incendie pour les parties présentant un risque d'incendie marqué ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un système interne d'alerte incendie ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- de robinets d'incendie armés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel du réseau.

5.6. Matériel électrique de sécurité

a- Dans les zones à risque d'explosion, identifiées conformément à l'article 5.1 du présent arrêté, les installations électriques sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

b- Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants parasites.

c- Dans les locaux exposés aux poussières et aux projections de liquides, le matériel est étanche à l'eau et aux poussières en référence à la norme NFC 20 010.

Dans les locaux où sont accumulées des matières inflammables ou combustibles, le matériel est conçu et installé de telle sorte que le contact accidentel avec ces matières ou l'échauffement accidentel de celles-ci soient évités.

Les matériels spéciaux (interrupteurs multipolaires, transformateurs, contacteurs de puissance,...) sont installés à l'extérieur des zones de danger.

5.7 Protection contre les arcs électriques et la foudre

a- Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

b- Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les protections sont réalisées en conformité avec les conclusions de l'étude préalable de protection contre la foudre présentée dans le dossier de demande d'autorisation du 31 mai 2001.

5.8. Interdiction des feux

Dans les parties de l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

5.9. "Permis de travail" et/ou "permis de feu"

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'avec délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail", et éventuellement le "permis de feu", et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail", et éventuellement le "permis de feu", et la consigne particulière relative à la sécurité des installations, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

5.10. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les parties de l'installation visées au point 5.1 et présentant un risque d'explosion ou d'incendie ;
- les conditions de délivrance des permis visés au point 5.9 ;

- les conditions de délivrance des permis visés au point 5.9 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides,...) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables, ainsi que les conditions de rejet ou d'élimination des produits accidentellement répandus ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Article 6. Eau

6.1. Prélèvements

6.1.1 Principes

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ainsi que les arrivées d'eau d'un réseau public doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Le résultat de ces mesures doit être relevé mensuellement et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le réseau d'alimentation public doit être protégé des retours intempestifs d'eau polluée par des dispositifs (disconnecteurs le cas échéant) installés en accord avec les services en charge du réseau. Ces dispositifs sont régulièrement entretenus.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. Sont notamment interdits les refroidissements par circuits d'eau ouverts.

6.1.2 Provenance et utilisation

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau communal de distribution.

Ce dernier alimente le réseau d'eau potable et le réseau d'eau incendie.

L'eau est utilisée pour les besoins suivants :

- eaux sanitaires ;
- eaux industrielles : eaux de fabrication (barbotine, émail, plâtre) ;
 eaux de lavage ;
 rideaux d'eau des cabines d'émaillage ;
 eaux de finition des pièces ;
 eaux de meulage.

6.2. Rejets

6.2.1 : Principes

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux naturelles, superficielles ou souterraines, de nuire à la conservation et au bon fonctionnement des réseaux d'assainissement et des installations d'épuration, de dégager en égout des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore.

6.2.2 : Généralités

a- L'épandage des eaux résiduaires, des boues et déchets est interdit.

b- Réseaux

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les effluents sont répartis sur 2 réseaux distincts :

- un réseau des eaux pluviales (EP) qui recueille les eaux provenant des surfaces extérieures étanches, les eaux industrielles et les éventuelles eaux d'extinction ;
- un réseau des eaux usées (EU) qui rassemble les eaux sanitaires.

c- Points de rejet

Les points (ou émissaires) de rejet des eaux résiduaires dans les réseaux communaux doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

L'installation d'un dispositif de mesure du débit doit être rendue possible sur les réseaux internes principaux par lesquels transitent des eaux industrielles.

Il existe 4 émissaires pour le réseau EP et 4 émissaires pour le réseau EU.

Les 4 émissaires du réseau EP sont repérés sur le plan présenté en annexe du présent arrêté.

Chaque partie du réseau recueille les effluents suivants :

Repère de l'émissaire	Effluent véhiculé
E1	eaux pluviales ;
E2	eaux industrielles (émail et barbotine) après traitement ;
E3	eaux industrielles (plâtre) après décantation.
E4	eaux pluviales du dépôt

d- Autorisation de déversement dans un réseau collectif

L'exploitant est tenu d'obtenir une autorisation d'utilisation explicite de la part de l'exploitant de la station d'épuration urbaine et, le cas échéant, du réseau de collecte.

Cette autorisation peut prendre la forme d'une convention.

e- Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

6.2.3: Eaux pluviales et industrielles

a- Les eaux pluviales non polluées sont évacuées dans la Valoine via un raccordement au réseau communal des eaux pluviales.

b- Avant de rejoindre le réseau collectif des eaux pluviales de la ZI Magré, les effluents empruntant le réseau EP doivent transiter par tout dispositif utile permettant le respect des valeurs indiquées ci-après.

c- Les rejets au milieu naturel sont conformes aux valeurs suivantes :

Paramètres (analyse normalisée)	Valeurs (en mg/l)	Flux (en kg/j)
MES _t (NFT 90 105)	100	12
DBO ₅ (NFT 90 103)	100	12
DCO (NFT 90 101)	300	36
Hydrocarbures (NFT 90 114)	10	1,2
N global (1)	30	3,6
P total	10	1,2

(1) comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé

Les rejets en eaux industrielles sont inférieurs à 120 m³/j.

Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 et la température n'excède pas 30 °C.

6.2.4 : Eaux usées

a- Les eaux usées sont rejetées dans le réseau communal d'assainissement des eaux usées aboutissant à la station d'épuration de Limoges.

b- Elles ne devront contenir aucun produit toxique, nocif, corrosif ou susceptible de dégager des odeurs, ni métaux lourds ou composés halogénés.

c- Les rejets au réseau communal d'assainissement aboutissant à la station d'épuration respectent les valeurs suivantes :

Paramètres (analyse normalisée)	Valeurs (en mg/l)
MES _t (NFT 90 105)	600
DBO ₅ (NFT 90 103)	800
DCO (NFT 90 101)	2000

En outre le pH sera compris entre 5,5 et 8,5.

6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée

Points de rejet n°s E2 et E3				
Paramètre	Valeur limite	Flux limite	Critère de surveillance par l'exploitant	
			mesure	fréquence
MES _t	100 mg/l	10 kg/jour (sur somme des rejets 2 et 3)	Sur 24 h asservie au débit	1 fois par mois
débit	100 m ³ /j		Moyen sur 24 h	1 fois par mois

Toutes les mesures sont effectuées à partir d'un échantillon prélevé sur 24 h proportionnellement au débit.

Article 7. Air – odeurs

7.1 : Principes

Toutes les dispositions doivent être prises par l'exploitant pour que l'établissement ne puisse être à l'origine d'émission de fumées épaisses, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la beauté des sites, à la bonne conservation des monuments ou de générer des salissures sur les bâtiments.

Les rejets à l'atmosphère sont dans la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion de ces rejets. Entre autre, les envois de poussières, notamment lors de la manipulation de matières pulvérulentes, sont prévenus par des dispositifs de capotage, d'aspiration et le cas échéant de filtration.

Les points de rejet au milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

7.2 Cheminées

a- Les gaz émis doivent être canalisés et rejetés par des cheminées dimensionnées pour garantir une bonne dispersion atmosphérique.

En particulier, la hauteur de chaque cheminée, comptée à partir du niveau du sol, est d'au moins :

- 8 mètres pour les cheminées évacuant des gaz de combustion ;
- 10 mètres pour les autres.

b- Le débouché à l'air libre des cheminées canalisant des rejets d'installations de combustion dépasse le niveau de la toiture d'au moins 3 mètres. La note de calcul de ces cheminées est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

c- Chaque conduit d'évacuation doit être équipé d'un dispositif normalisé permettant la réalisation de mesures représentatives des émissions à l'atmosphère.

d- La forme des conduits notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

7.3. Valeurs limites et conditions de rejet

a- Cabines d'émaillage

Les effluents rejetés à l'atmosphère respectent les valeurs suivantes:

Paramètre	Concentration (en mg/Nm ³)	Flux total (1) (en kg/h)
COV (exprimé en C total)	110	1
poussières	40	2

(1) pour l'ensemble des cabines

b- Fours

Les fours présents dans l'ensemble de l'établissement sont les suivants :

- 2 fours tunnels de première cuisson (usine 1 et usine 2) ;
- 1 four intermittent de première cuisson (usine 2) ;
- 1 four intermittent (HEIMSOTH) pour la recuisson des pièces réparées (usine 1).

Les effluents rejetés à l'atmosphère respectent les valeurs suivantes:

Paramètre	Concentration (en mg/Nm ³)	Flux total (1) (en kg/h)
Nox (exprimés en équivalent NO ₂)	400	12
SOx (exprimés en équivalent SO ₂)	35	1,1
poussières	150	4,5

(1) pour l'ensemble des fours

Les concentrations des gaz sont exprimées en mg/m³ sur gaz sec ramenés à 3% d'O₂ en volume.

c- Chaufferies

Les effluents rejetés à l'atmosphère par les chaufferies respectent les valeurs suivantes:

Paramètre	Concentration (en mg/Nm ³)
Nox (exprimés en équivalent NO ₂)	150
SO ₂	35
poussières	5

Les concentrations des gaz sont exprimées en mg/m³ sur gaz sec ramenés à 3% d'O₂ en volume.

d- La vitesse d'éjection des gaz de combustion est d'au moins 5 m/s.

e- La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 m de l'installation de stockage de produits pondéreux (matières premières minérales) ne dépasse pas 50 mg/m³.

7.4 : Surveillance

a- Des mesures sur les installations prévues aux points 7-3 b et c sont effectuées tous les 3 ans par un organisme agréé :

- une mesure de chacun de ces composés ;
- une mesure de la teneur oxygène ;
- une mesure du débit rejeté.

b- Lors des révisions ou des entretiens majeurs portant notamment sur la chambre de combustion, l'exploitant examine les possibilités d'introduire des moyens de réduction primaire des émissions de NO_x. Il procède à ces transformations lorsqu'elles sont techniquement et économiquement réalisables.

7-5 : Voies de circulation

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussière et de matières diverses.

Notamment :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont prévus.

7-6 Etude des effets sur la santé

Une étude des effets sur la santé des populations avoisinantes des rejets de poussières, notamment celles composées de silice cristalline, sera réalisée avant le 30 juin 2002.

Article 8. Déchets

8.1 Principe

a- L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion de ses déchets.

A cette fin, il lui appartient, par ordre préférentiel suivant de :

- limiter, à la source, la quantité et la toxicité de ses déchets, en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser les sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes inévitables, de leur stockage dans une installation conforme à la réglementation en vigueur.

b- Un bilan sera adressé annuellement (au 1^{er} mars de chaque année pour le bilan de l'année précédente) à l'Inspecteur des Installations Classées.

Il présentera notamment les quantités des différents types de déchets générés au cours de l'année passée et les évolutions de traitement éventuellement envisagées.

8.2. Modes d'élimination

a- Récupération - recyclage

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

b- Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à cet effet.

c- Déchets banals

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.

d- Conformément à la réglementation spécifique en vigueur, les huiles usagées, qu'elles soient minérales ou synthétiques sont remises à un ramasseur agréé à cet effet.

8.3. Stockage et transport

a- Les déchets et résidus en attente de traitement sont soigneusement triés puis stockés, dans des conditions garantissant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, des envols ou des odeurs) ou d'incendie pour les populations avoisinantes et l'environnement.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

b- Le transport des DIS et des déchets d'emballages doit être réalisé par des entreprises agréées à cet effet.

8.4 Justificatifs

a- L'exploitant doit toujours être en mesure de justifier de la conformité de la filière retenue pour l'élimination de chacun de ces déchets. Il doit en particulier conserver les justificatifs de prise en charge (enlèvement, transport, élimination) de tous les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement et les présenter, à sa demande, à l'Inspecteur des Installations Classées.

b- Ces justificatifs sont notamment constitués des :

- « bordereaux de suivi de déchets » pour les déchets industriels spéciaux ;
- contrats ou bons d'enlèvement pour les déchets d'emballages produits à plus de 1100 litres par semaine ;
- factures ou bons d'enlèvement pour les autres déchets banals.

8.5. Brûlage

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Article 9. Bruit et vibrations

9.1 : Principes

L'installation doit être construite, aménagée et exploitée de manière qu'elle ne soit pas à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage.

9.2 : Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention, les engins de chantiers utilisés à l'intérieur de l'établissement et les machines fixes ou mobiles employées dans l'installation et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage doivent être conçus, employés et entretenus en conformité avec la réglementation en vigueur, notamment les arrêtés ministériels pris pour application du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.

9.3 : Alarmes

L'usage de tous appareils de communication ou d'alarme bruyants (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

9.4 : Niveaux sonores

a- Dans les zones « à émergence réglementée », à savoir :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardins, terrasses),
- les zones constructibles définies par le Plan d'Occupation des Sols de Limoges publié avant la date du présent arrêté,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers implantés postérieurement au présent arrêté dans les zones constructibles ci-dessus, et leurs parties extérieures les plus proches (cours, jardins, terrasses) sauf celles des zones artisanales ou industrielles,

les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, d'une émergence supérieure à celle indiquée dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A).	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

l'émergence étant définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt ; les niveaux de bruits sont appréciés, conformément aux dispositions de l'annexe à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

b- A cet effet, les niveaux sonores maximum admissibles mesurés en limites de propriété de l'établissement sont limités à :

- 70 dB(A) pour la période « jour » allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés,
- 60 dB(A) pour la période « nuit » allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés.

9.5 : Contrôles

L'exploitant devra s'assurer fréquemment qu'il respecte les dispositions ci-dessus, au moyen notamment de mesures quinquennales réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal de l'usine, en des points et par une personne ou un organisme qualifié(e), choisis en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées ; la première campagne de mesure devra avoir lieu avant le **31 décembre 2002**.

9.6 : Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (J.O. du 22 octobre 1986) sont applicables en ce qui concerne les vibrations.

Article 10 Dispositions complémentaires pour certaines activités

10.1 Stockage de palettes

a- Les zones de stockage en extérieur de palettes sont clairement identifiées.

Le terrain sur lequel sont réparties les piles de bois est quadrillé par des chemins de largeur suffisante garantissant un accès facile entre les groupes de piles en cas d'incendie.

b- La hauteur des piles de bois ne doit pas dépasser 3 mètres.

L'éloignement des piles de palettes de la clôture devra être au moins égal à la hauteur des piles.

10.2 Installations de combustion

10.2.1 Les installations suivantes sont concernées :

Bureaux : Chaufferie bureaux ;

Usine 1 : Four 1 ; four HEIMSOTH ; séchoir tunnel 1 ; séchoir moule 1 ; chaudière CSP ;

Usine 2 : Four 2 et 3 ; séchoir tunnel 2 ; séchoir moule 3 ; chaufferie principale ; cellule séchage 6.

10.2.2 Les dispositions suivantes sont communes aux installations définies au 10.2.1 ci-dessus

a- Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés.

Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion.

Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

b- Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

c- Détection de gaz - détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place.

Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'alimentation en combustible. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60% de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 5.6. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Article 11 – Dispositions diverses :

11.1 Prélèvements et analyses

Des prélèvements, mesures ou analyses complémentaires (air, eaux, bruit,...) peuvent être demandés à l'exploitant par l'Inspecteur des Installations Classées à tout moment. Les frais en résultant restent à la charge de l'exploitant.

11.2 Prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires peuvent à tout instant être imposées à l'exploitant dans les conditions prévues à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

11.3 Autres règlements

Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle aux règles édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail.

11.4 Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, le titulaire de la présente autorisation s'expose aux sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

11.5 Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société ALLIA.

11.6 Recours

Le destinataire d'une décision administrative qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également, dans ce délai, saisir le Préfet d'un recours administratif ; cette démarche ne prolonge pas le délai du recours contentieux de deux mois.

11.7 Publicité

Il sera fait application des dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pour l'information des tiers :

- copie de l'arrêté d'autorisation sera déposée à la mairie de Limoges et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie de Limoges pendant une durée minimale d'un mois ;
- procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- un avis sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Haute-Vienne.

11.8 Ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Vienne et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- Maire de Limoges ;
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin ;
- Directeur Départemental de l'Equipe ;
- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Directeur Régional de l'Environnement ;
- Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine ;
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- Chef du Service Interministériel Régional de Défense et de Protection Civile ;
- Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Pour ampliation :

Le Directeur délégué,



Jacques PREVOTEAUX

LIMOGES, le **15 MARS 2002**

Le Préfet,

Pour le Préfet

Secrétaire Général,

Marc VERNHES

SOMMAIRE

Article. 1er – objet	3
1.1 Autorisation	3
1.2 Installations visées	3
1.3 Validité	3
Article 2 – conditions générales de l'autorisation	4
2.1. Conformité au dossier déposé	4
2.2. Modifications	4
2.3. Dossier installations classées	4
2.4. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	4
2.5. Changement d'exploitant	4
2.6. Cessation d'activité	4
2.7 Taxe et redevances	5
2.8 Objectifs de conception	5
2.9 Bilan de fonctionnement	5
2.10 Droits des tiers	5
Article 3- Implantation - aménagement	5
3.1. Règles d'implantation	5
3.2. Intégration dans le paysage	5
3.3 Clôture	5
3.5. Comportement au feu des bâtiments	6
3.5.1. Structure	6
3.5.2. Dispositifs en toiture	6
3.6. Accessibilité	6
3.7. Ventilation	7
3.8. Events d'explosion	7
3.9. Installations électriques	7
3.10. Rétention des aires et locaux de travail	7
3.11. Cuvettes de rétention	7
3.12. Chauffage des locaux à risques	8
Article 4. Exploitation - entretien	8
4.1. Surveillance de l'exploitation	8
4.2. Contrôle de l'accès	8
4.3. Connaissance des produits – Etiquetage	8
4.4. Propreté	8
4.5. Consignes d'exploitation	8
4.6 Formation du personnel	9
4.7. Mouvements de produits	9
4.8 Maintenance des installations – provisions	9
4.9. Vérification périodique des installations électriques	9
4.10 Surveillance des rejets	9
Article 5. Risques	10
5.1. Localisation des risques	10
5.2. Protection individuelle	10
5.3. Information et formation	10
5.4. Issues	11
5.5. Moyens de secours contre l'incendie	11
5.6. Matériel électrique de sécurité	11
5.7 Protection contre les arcs électriques et la foudre	12
5.8. Interdiction des feux	12
5.9. "Permis de travail" et/ou "permis de feu"	12
5.10. Consignes de sécurité	12
Article 6. Eau	13
6.1. Prélèvements	13
6.1.1 Principes	13
6.1.2 Provenance et utilisation	13
6.2. Rejets	13
6.2.1 : Principes	13
6.2.2 : Généralités	13
6.2.3: Eaux pluviales et industrielles	14
6.2.4 : Eaux usées	15
6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée	15

Article 7. Air – odeurs	15
7.1 : Principes	15
7.2 Cheminées.....	15
7.3. Valeurs limites et conditions de rejet.....	16
7.4 : Surveillance	17
7-5 : Voies de circulation.....	17
7-6 Etude des effets sur la santé.....	17
Article 8. Déchets	17
8.1 Principe	17
8.2. Modes d'élimination.....	18
8.3. Stockage et transport.....	18
8.4 Justificatifs	18
8.5. Brûlage.....	18
Article 9. Bruit et vibrations	18
9.1 : Principes	18
9.2 : Véhicules et engins	19
9.3 : Alarmes.....	19
9.4 : Niveaux sonores.....	19
9.5 : Contrôles.....	19
9.6 : Vibrations	20
Article 10 Dispositions complémentaires pour certaines activités.....	20
10.1 Stockage de palettes.....	20
10.2 Installations de combustion.....	20
Article 11 – Dispositions diverses :	21
11.1 Prélèvements et analyses.....	21
11.2 Prescriptions complémentaires	21
11.3 Autres règlements	21
11.4 Sanctions.....	21
11.5 Notification	22
11.6 Recours	22
11.7 Publicité	22
11.8 Ampliation	22

Copie certifiée conforme

Pour le Préfet

Le Directeur de Préfecture,



Jacques PREVOTEAUX

Vu pour être annexé à
l'arrêté N°99 du **15 MARS 2002**

Limoges, le **15 MARS 2002**

Le Préfet
Pour le Préfet

Le Secrétaire Général,



Marc VERNHES

ANNEXES

Plans du site matérialisant les installations classées définies au 1.2 et les émissaires de rejets des effluents définis au 6.2.2.

Copie certifiée conforme

Pour le Préfet

Le Directeur de Préfecture,



Jacques PREVOTEAUX
Jacques PREVOTEAUX

Vu pour être annexé à
l'arrêté N°99 du 15 MARS 2002

Limoges, le 15 MARS 2002

Le Préfet

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général,



Marc VERNHES
Marc VERNHES

